

SOCIÉTÉ

L'Afrique, première concernée du futur traité sur les pandémies

Parce que le continent est confronté à de nombreuses épidémies, les dirigeants africains doivent militer collectivement pour un système plus juste, qui permette à leurs pays d'accéder plus facilement aux biens de santé publique en temps de crise.

21 mars 2023 à 16:00

Mis à jour le 21 mars 2023 à 16:00



Par **Mehdi Jomaa**

Ancien Premier ministre tunisien et membre du Club de Madrid



Par **Winnie Mpanju Shumbusho**

Ancienne directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)



En janvier dernier, l'Ouganda a déclaré la fin de sa dernière épidémie d'Ebola, quatre mois seulement après le commencement de celle-ci. Après une certaine confusion initiale, l'action de [professionnels de santé](#) résilients, combinée au traçage des contacts et à d'autres efforts d'endiguement ont permis d'éliminer rapidement le virus. Mais, bien que l'on puisse se réjouir de ce succès, la réalité est que les dirigeants ne peuvent pas baisser la garde car la prochaine vague est peut-être imminente.

**À LIRE****L'Afrique post-Covid : des systèmes de santé encore à bâtir**

L'Afrique est confrontée à plus d'épidémies que toute autre région du monde, avec plus de 100 urgences de santé publique enregistrées chaque année. Bien que des décennies d'atténuation des menaces sanitaires se sont traduites par un renforcement de la capacité du continent à stopper les pathogènes potentiellement pandémiques, les réponses régionales sont trop souvent paralysées en raison d'inégalités dans le système de santé mondial.

Quand les profits priment sur les vies

Les conséquences dévastatrices d'une approche déséquilibrée et non coordonnée des crises sanitaires sont claires, qu'il s'agisse des vaccins contre la récente épidémie de variole du singe qui n'atteignent pas les populations cibles, alors que la maladie est endémique en Afrique, ou d'une réponse mondiale inéquitable et lente à la crise du VIH/sida en Afrique du Sud, où les profits ont primé sur les vies humaines.

À LIRE**Ebola : l'OMS recommande deux traitements, une première**

Le nouveau traité sur les pandémies, dont une première ébauche a récemment été publiée, est une occasion – qui ne se présente qu'une fois dans une génération – de construire une nouvelle architecture mondiale de la santé plus juste, afin de s'assurer que tous les pays soient prêts pour quand (et non pas si) la prochaine épidémie frappera. Le panel pour une Convention mondiale sur la santé publique, groupe diversifié de dirigeants mondiaux et d'anciens chefs d'État, ainsi que des partenaires tels que le Club de Madrid, réclame un nouveau système fondé sur l'équité, qui permette aux pays d'accéder plus facilement aux biens de santé publique en temps de crise.

**LES PAYS DOIVENT ÊTRE RESPONSABLES LES UNS ENVERS LES AUTRES**

Le Covid-19 a souligné la nécessité de traiter comme des biens mondiaux les outils et les contre-mesures qui sauvent des vies et mettent fin aux épidémies – tels que les équipements de protection individuelle (EPI), les tests et les vaccins. Pour garantir leur distribution rapide et équitable à l'avenir, ces outils doivent être financés et produits en tant que tels, et non en tant que produits disponibles uniquement au plus offrant.

Objectifs ambitieux et réalistes

La dépendance quasi totale du continent vis-à-vis des industries d'autres régions pour les outils nécessaires à la lutte contre les épidémies doit également être combattue en développant la capacité locale de fabrication de vaccins et en établissant des chaînes d'approvisionnement sûres. Le nouveau programme ambitieux de l'Union africaine (UA) visant à s'assurer que 60 % des vaccins soient fabriqués localement d'ici à 2040 et la création du [centre de transfert technologique de vaccins à ARNm en Afrique du Sud](#) sont des pas dans la bonne direction.

À LIRE**Réponse aux pandémies : l'Afrique doit peser dans les discussions**

L'accès à un financement durable est également vital pour garantir que tous les pays puissent détecter, signaler et contenir les épidémies futures. Le Fonds pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies de la Banque mondiale s'est donné pour mission d'apporter un soutien aux pays qui en ont le plus besoin et d'améliorer la coordination mondiale en cas de crise.

Cependant, il faut encore des milliards de dollars de financement annuel pour que les pays puissent voir des résultats solides. Sans accès au financement, de nombreux États à faibles revenus continueront d'être les plus fortement touchés par les épidémies futures et le monde sera confronté à des pertes socio-économiques globales pour les générations à venir. Nous savons aussi que les accords mondiaux ne donnent de résultats que s'ils fixent des objectifs réalistes appuyés par des mécanismes de responsabilisation clairs.

À LIRE

[Afrique : des états généraux pour réanimer la santé](#)

Le traité devrait fixer des objectifs ambitieux mais appropriés, en reconnaissant que les niveaux de préparation aux pandémies varient considérablement d'un pays à l'autre. Pour garantir le processus, la Banque mondiale doit également mettre en place un organisme indépendant chargé de rendre compte des progrès et des lacunes des pays tout en indiquant ceux qui ne jouent pas leur rôle. Tous les États doivent être responsables les uns envers les autres.

Réponses collaboratives

En 2021, un cas importé de poliovirus sauvage de type 1 a été découvert au Malawi, le premier en trente ans. Les parties prenantes nationale et régionales ont rapidement réagi en organisant une réponse multi-pays pour vacciner des dizaines de millions d'enfants. Bien que plusieurs cas aient été identifiés plus tard au Mozambique, les mesures rapides prises par le Malawi et les pays voisins ont permis à la région de rompre les chaînes de transmission et de mettre fin rapidement à l'épidémie. Ce type de collaboration ne doit pas être laissé à la bonne volonté générale, mais imposé à chacun par le nouveau traité sur les pandémies.

À LIRE

[Covid-19 : les leçons d'une pandémie qui a relativement épargné l'Afrique](#)

Avec les effets de la crise climatique qui devraient augmenter et exacerber les épidémies déjà fréquentes en Afrique, la pression pour élaborer une nouvelle architecture juridique n'a jamais été aussi grande. Les pays africains doivent collectivement saisir cette occasion pour négocier un traité sur les pandémies qui codifie les leçons tirées de la pandémie de Covid-19, entre autres. C'est la seule façon de garantir des réponses collaboratives, équitables et, en fin de compte, salvatrices face aux épidémies de demain.

À LIRE AUSSI

- > [Réponse aux pandémies : l'Afrique doit peser dans les discussions](#)
- > [L'Afrique post-Covid : des systèmes de santé encore à bâtir](#)
- > [Infographie : cinq choses à savoir sur la santé en Afrique](#)

jeuneafrique

Défendre une Afrique forte.

Nous croyons en une Afrique souveraine, ambitieuse et innovante. Faire en sorte que le continent africain soit reconnu à sa juste valeur est donc une mission essentielle pour nous.

C'est cette conviction que nous défendons au quotidien auprès de nos visiteurs et abonnés.

Partagez notre engagement.

S'ABONNER



Newsletter : déjà 250 000 inscrits !

Recevez chaque jour par email,
les actus Jeune Afrique à ne pas manquer !

exemple@gmail.com

Je m'inscris

- Recevoir des informations de Jeune Afrique
- Recevez les offres des partenaires de Jeune Afrique